

Tic Tac... Nos démocraties sont-elles condamnées ?

Les lycéens manifestent pour le climat, les Gilets jaunes pour le pouvoir d'achat, les Foulards rouges contre les Gilets jaunes... La société se morcelle en une multitude de groupes sociaux de plus en plus fins aux intérêts qui ne sont pas forcément convergents.

Avec Samuel
Pruvot

Atlantico : Les lycéens ont manifesté contre le gouvernement afin d'inciter ce dernier à agir pour l'écologie. Entre les lycéens, les Gilets jaunes, les Foulards rouges... N'assiste-t-on pas à un morcellement de la société en une multitude de groupes sociaux de plus en plus fins et aux intérêts qui ne sont pas forcément convergents ?

Samuel Pruvot : Le morcellement de la France n'est pas un sentiment mais une réalité. Ce n'est un secret pour personne : notre pays est en morceau sous les coups répétés de la mondialisation. Et le rôle du politique n'est plus simplement de défendre un modèle frappé d'obsolescence mais de reconstruire. Avec les moyens du bord et le génie de l'architecte. C'est la tâche essentielle du Président. Emmanuel Macron l'a reconnu dans sa lettre aux Français face à la crise des gilets jaunes : « *Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la nation française.* » Toute la question est de savoir ce qu'il nous reste en commun et qui fait la France. Qu'est-ce qui nous tient ensemble comme les doigts d'une main ou les pièces d'un puzzle qui dessinent ensemble un paysage ou un personnage.

Ce qui fait le plus défaut dans la France de 2019 c'est sans doute moins la croissance que le sens de l'universel. Ce quelque chose qui nous dépasse et qui peut être partagé par tous les citoyens. Bref, un destin commun - même si cette expression peut sembler un peu lyrique aujourd'hui. Les lycéens ont le mérite d'avoir conscience de l'universalité de certains enjeux comme l'écologie. Cependant la somme des égoïsmes ne peut faire une politique à la hauteur des menaces écologiques. Montesquieu avait prédit cette évolution de la démocratie : « L'individualisme est un sentiment réfléchi qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables de telle sorte que, après s'être créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même. » On a l'impression que tout le monde quitte le navire France. Les lycéens ont au moins le mérite de rester sur le pont

N'a-t-on pas une grande difficulté à saisir les raisons de cet éclatement ? Comment l'expliquer selon vous? Qu'est ce qui peut lier ces différents mouvements ?

Les raisons de cet éclatement sont multiples. Ce qui rassemble ces mouvements de grogne, c'est évidemment la colère. Mais pour être simple, ce qui nous manque principalement à nous les Français, c'est le désir d'une grande aventure commune. Partir de

nouveau à la conquête de la lune ou des Amériques ! Nous souffrons d'une anémie collective. Renan affirme que la nation est constituée par son âme et son principe spirituel : « L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. » Il nous faut répondre à la question de Renan en 2019. Et nous risquons de constater que les deux moteurs de la nation sont en panne. D'un côté l'ignorance et le mépris de notre passé et de l'autre le règne d'un matérialisme pratique sans idéal collectif.

Ce morcellement ne représente-t-il pas un danger pour notre démocratie in fine? D'autant plus dans un contexte où il y a un manque manifeste de socle commun permettant de rassembler les citoyens ?

La-encore Tocqueville avait prophétisé le danger : « *L'individualisme est d'origine démocratique, et il menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent.* » Il nous faut trouver un remède à cet acide qui nous ronge avec délice en nous séparant les uns des autres. Le Président Vincent Auriol, témoin des instabilités de la IVe République cherchait déjà un graal qui fasse tenir ensemble les Français. Il n'hésite pas à emprunter au christianisme une notion très ancienne, celle du bien commun : « C'est la loi de la démocratie que les discussions soient libres, que les *intérêts s'opposent, mais c'est l'intérêt de la République qu'il s'établisse sur des points communs une majorité et que cette majorité soit stable, de même qu'il serait souhaitable pour le **bien commun** que les oppositions ne fussent pas seulement de mécontentement ou de démolition mais de construction et d'apports d'idées à la majorité elle-même.* »

Peut-être faut-il revenir à une philosophie politique qui a fait le génie de l'Occident. Le bien commun est une idée forgée par saint Thomas d'Aquin. Pour le théologien dominicain l'économie est au service de l'économie du salut. L'ordre politique s'avère plus grand plus que la somme des intérêts particuliers. C'est un équilibre mystérieux où chacun retranche un peu de son égoïsme en faveur d'un bien qui le dépasse. Mais que se passe-t-il quand cet ordre fait défaut ? Saint Thomas prévient que risque de s'écrouler pour le pouvoir en place : « *On n'est tenu d'obéir aux princes séculiers que dans la mesure requise par un ordre fondé en justice. Et c'est pourquoi si leurs préceptes sont injustes, leurs sujets ne sont pas tenus de leur obéir, sinon peut-être par accident, pour éviter un scandale ou un danger.* » Il avait annoncé à sa façon les Gilets jaunes.